

L'Albanie, « pays des aigles »

Georges Castellan

Professeur émérite de l'université Paris III

Ancien enseignant de l'Inalco

Docteur honoris causa des universités de Poznan et de Humboldt de Berlin

Dès le XV^e siècle, les Ottomans poussant leurs conquêtes vers l'ouest englobèrent dans leur Empire les territoires peuplés par les Albanais. Mais cette domination fut mal supportée par les populations organisées en clans et en tribus, qui multiplièrent les insurrections, même si Constantinople y recrutait pour l'armée du sultan de nombreux soldats, les arnaoutes. Au XIX^e siècle, dans le grand mouvement des nationalités, un certain nombre d'écrivains albanais d'Italie (Arbëresh) ou de Constantinople prirent conscience de leur nationalité et posèrent sur la scène internationale la « question albanaise », c'est-à-dire celle du regroupement des Albanais en un État indépendant de l'Empire ottoman. La réponse que le XX^e siècle y apporta nous est expliquée par Georges Castellan qui a notamment publié l'Albanie (PUF – « Que sais-je ? » – 2^e édition – 1994) et Histoire des Balkans (Fayard – 2^e édition – 1999).

La difficile mise en route d'un nouvel État

La révolution des Jeunes Turcs à Istanbul en 1908 et les guerres balkaniques qui suivirent en 1912-1913 fournirent à un haut fonctionnaire du sultan réfugié à Paris, Ismaïl Qemal Beg (1844-1919) l'occasion de répondre à la « question albanaise ». Le 28 novembre 1912, accompagné d'un groupe de patriotes, il débarqua à Vlora et proclama l'indépendance de l'Albanie. La conférence des ambassadeurs des puissances réunie à Londres pour mettre fin à la guerre entre la Turquie et les alliés chrétiens des Balkans en discuta et décida, le 29 juillet 1913, de la formation d'une « principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances ». Un nouvel État était né et ses frontières dessinées sur la carte de l'Europe : il s'étendait sur 28 000 km² et englobait quelque 800 000 habitants.

Un prince allemand fut choisi, Guillaume de Wied, neveu de la reine de Roumanie. N'ayant pu sortir du port de Dürres où il avait débarqué, il abdiqua au bout de six mois, tandis que la première guerre mondiale amenait sur le territoire albanais tous les voisins qui n'avaient pas accepté la constitution du nouvel État. Les Italiens débarquèrent à Valona, les Grecs occupèrent Gjiro-Kastro, les Serbes poussèrent jusqu'à Elbasan et Tirana, les Monténégrins s'installèrent à Scutari (Shkodra), l'armée française d'Orient occupa Korça. En 1918, la cause albanaise fut prise en mains par le président Wilson, sous l'influence d'une société d'émigrés albanais, la fédération Vrata, présidée par l'évêque fondateur de l'Église albanaise des États-Unis, Fan Noli. Un groupe de patriotes réunis au congrès de Lushnja, en janvier 1920, élaborait une constitution et forma un gouvernement appuyé sur une assemblée parlementaire. Les occupants du territoire acceptèrent de

l'évacuer, non sans difficultés pour les Italiens qui gardèrent la petite île de Saseno (Sazan) face à Vlora. La Société des Nations (SDN) accepta de reconnaître les frontières de Londres et admit l'Albanie en son sein en décembre 1920.

La mise en route du nouvel État fut très difficile. Le sous-développement économique était dramatique. Le pays ne possédait aucune route moderne et n'avait pas un kilomètre de voie ferrée, son budget était infime, l'industrie inexistante, l'agriculture dominée par les chefs de tribus du Nord et les grands propriétaires du Sud. Dans le domaine culturel, le sous-développement était identique : 90 % de la population était analphabète, les hommes se déplaçaient armés et pratiquaient la vendetta, les femmes musulmanes sortaient voilées, et toutes étaient soumises à une autorité maritale brutale. Les partis politiques étaient structurés en clans familiaux et se réduisaient à des conflits de personnes. En juin 1924, le chef de la tribu des Mirdites dans le nord du pays, Ahmet Zogolli, dit Zogu, s'empara du pouvoir à Tirana avec l'aide des Yougoslaves, fit proclamer la république et en fut élu président. Commandant en chef des forces armées et de la gendarmerie, il conféra aux chefs de tribus de la montagne, les bayraktars, des grades militaires et leur versa une pension.

Les relations albanais-italiennes et la deuxième guerre mondiale

Pour se procurer de l'argent, il se tourna vers l'Italie avec laquelle il signa dès 1925 des accords économiques, en particulier pour la création d'une Banque nationale d'Albanie. En contrepartie, Rome obtenait le droit exclusif d'assurer la défense de l'Albanie. La presse française désigna Tirana comme la « tête de pont italienne dans les Balkans ». Zog voulut alors perpétuer le pouvoir dans sa famille en se faisant proclamer roi par une assemblée constituante. Le 1^{er} septembre 1928, Ahmet Zogu devenait Zog I^{er}, roi des Albanais. Il essaya de moderniser le pays par une réforme de la justice et une réforme agraire qui limitait l'étendue des propriétés. Sur le plan extérieur, l'Italie se faisait plus pressante : elle avait accordé un prêt de cent millions de francs-or que le roi était incapable de rembourser, compte tenu des dépenses de la cour. Le général italien Pariani vint superviser l'armée, tandis que des ordres religieux italiens organisaient un enseignement catholique.

La confiance ne régnait pas entre Tirana et Rome. En avril 1938, Zog épousa la comtesse hongroise Géraldine Apponyi dont il espérait un héritier. Le ministre italien, le comte Ciano, qui représentait Mussolini à la cérémonie, se déclara partisan de l'annexion du pays. Jaloux des succès d'Hitler en Europe centrale, Mussolini fit débarquer le 7 avril 1939, vendredi saint, à Durrës et Vlora, trente mille hommes qui, en quarante-huit heures, furent maîtres du pays, tandis que le roi, son épouse et le prince héritier Skender, âgé de trois jours seulement, s'enfuyaient en Grèce. Le souverain italien, Victor-Emmanuel III, ceignit la couronne de Zog, tandis qu'un système fasciste était mis en place sous un gouvernement albanais. L'occupation italienne dura quatre ans, jusqu'à la capitulation de septembre 1943 ; elle fut marquée par une colonisation économique – installation de paysans italiens, création de nombreuses petites entreprises, exploitation du pétrole de la région de Fieri – et une emprise politico-culturelle totale : création du Parti fasciste albanais, enseignement obligatoire de l'italien. Pour rallier la population mécontente de cette occupation, Rome rattacha à l'Albanie la région du Kosovo, prise dans les dépouilles de la Yougoslavie éclatée en avril 1941. Ce fut la « Grande Albanie » qui, avec l'ancienne province grecque de Çameria et une partie de la Macédoine, apporta au pays sept à huit cent mille nouveaux sujets. Notons encore que l'Albanie servit de base de départ en octobre 1940 à l'offensive italienne contre la Grèce, qui se termina par une piteuse retraite des soldats du Duce.

La résistance et la dictature communiste

Dans le pays, une double résistance s'organisa, celle des communistes et des nationalistes. Les

premiers étaient apparus dans les années trente et avaient constitué de petits groupes, surtout d'intellectuels, à Korça, Tirana et Shkodra. Divisés jusqu'alors, ils furent unifiés par un jeune professeur de français du lycée de Korça, Enver Hoxha (1908-1985). La réunion constitutive se tint à Tirana le 8 novembre 1941 en présence d'un envoyé de Tito. Ainsi fut fondé le Parti communiste d'Albanie (PCA) dont le secrétaire fut Enver Hoxha. Grâce à l'appui de Londres, où Zog s'était réfugié, une autre résistance, nationale et bourgeoise, se structura en un « Front national » – Balli Kombëtar (BK) – dirigé par Mithat Frashëri. Les deux résistances ne purent s'entendre, et tandis que les partisans communistes attaquaient les Italiens puis les Allemands, le Balli Kombëtar négociait avec le pouvoir. Au printemps 1944, l'Armée rouge était aux portes des Balkans, et Churchill accepta d'aider la résistance d'Enver Hoxha. Dans une dernière offensive, le PCA s'empara de Tirana en novembre 1944 et constitua un gouvernement présidé par son secrétaire général. La guerre se terminait pour l'Albanie avec vingt-huit mille morts sur une population dépassant de peu le million d'habitants.

Le nouveau pouvoir pratiqua une épuration brutale et proclama d'emblée qu'il était la seule autorité du pays. Le fils d'un artisan de Gjiro-Kastro fit régner pendant quarante ans une dictature stricte de type marxiste : un seul parti autorisé – le Parti du travail d'Albanie – économie entièrement étatisée. Les coopératives agricoles, les usines, les transports, le commerce étaient dirigés par des fonctionnaires. Cela aboutit à des résultats nouveaux pour le pays : il fut entièrement gouverné par Tirana. Des routes furent créées, trois cents kilomètres de voies ferrées construites (en 1946, il n'en existait pas un kilomètre !), tous les villages eurent l'électricité, l'exploitation du pétrole et du ferro-nickel fut développée. Mais il fallait des alliés qui fussent des mentors idéologiques et des partenaires économiques. Enver Hoxha choisit successivement la Yougoslavie de Tito (1944-1948), l'URSS de Khrouchtchev (1948-1961), la Chine de Mao et de ses successeurs (1961-1977). Enfin, ce fut la solitude des années 1978-1985. Les changements furent accompagnés à chaque fois par des « purges » de dirigeants, se traduisant par de nombreuses condamnations à mort. Malade et paranoïaque, le « dictateur » mourut en avril 1985.

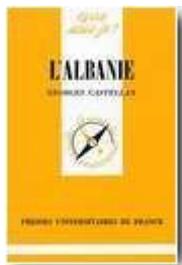
L'après Enver Hoxha fut marqué par une série de catastrophes. Son successeur, Ramiz Alia, fut balayé par la crise économique de 1992, le « libéral » Sami Berisha emporté par la crise des « pyramides financières » – traites de cavalerie qui s'étaient monstrueusement développées, entraînant les paysans à vendre leurs biens pour investir (1997-1998). Enfin, la crise du Kosovo, en 1999, amena cinq cent mille réfugiés. Depuis, l'Albanie essaye de se reconstruire et vit dans l'espoir d'un lendemain meilleur !

Georges Castellan

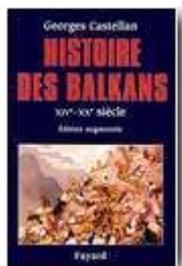
Février 2001

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



L'Albanie
Georges Castellan
Que sais-je? n° 1800, 2e édition
PUF, Paris, 1994



Histoire des Balkans, XIVe-XXe siècle
Georges Castellan
Fayard, Paris, 2e édition 1999



L'Albanie. Evolution politique, économique et sociale
Thomas Schreiber
Paris, 1978